

Communes de Servas

Département de l'Ain (01)

Notice explicative



Schéma directeur d'assainissement

Zonage d'assainissement des eaux usées – Commune de Servas



Rapport n°4/version 2 – Septembre 2023

Projet suivi par Damien Camuzet – 06.88.46.47.47 – damien.camuzet@irh.fr

Fiche signalétique

Schéma directeur d'assainissement

Zonage d'assainissement des eaux usées – Commune de Servas

CLIENT

Communauté d'agglomération Grand bassin de
Bourg-en-Bresse

3 Avenue Arsène d'Arsonval – CS 88000,
01 008 Bourg-en-Bresse Cedex

04 74 24 75 15
courrier@ca3b.fr

SITE

Commune de SERVAS

Mairie
01 SERVAS

RAPPORT D'ANTEA GROUP

Responsable du projet

Damien Camuzet

Interlocuteur commercial

Emilie Chaize

Implantation chargée du suivi du projet

Implantation de Lyon

04.78.02.17.42

rhonealpes@irh.fr

6 rue de l'Ozon – CS 68091 - 69360 Sérézin du Rhône

Rapport n°

4

Version n°

V2

Votre commande et date

-

Projet n°

-

	Nom	Fonction	Date	Signature
Rédaction	S. DEWAELE	Ingénieur d'études	09/2023	
Approbation	D. Camuzet	Référant métier schéma directeur	09/2023	
Relecture qualité	D. Camuzet	Référant métier schéma directeur	09/2023	

Suivi des modifications

Indice Version	Date de révision	Nombre de pages	Nombre d'annexes	Objet des modifications
V0	27/07/2021	23	1	-
V1	08/2023	23	1	Mise à jour du PLU
V2	09/2023	23	1	Corrections

Sommaire

1. Préambule.....	5
1.1. Objet du dossier de mise à enquête publique	5
1.2. Cadre réglementaire et juridique	6
1.2.1. Introduction	6
1.2.2. Cadre réglementaire	6
2. Données générales.....	9
2.1. Contexte physique.....	9
2.1.1. Situation géographique.....	9
2.2. Contexte humain.....	10
2.2.1. Evolution de la population	10
2.2.2. Prévisions d'urbanisation.....	10
3. Diagnostic de l'Assainissement Collectif existant	12
3.1. Normes et réglementations.....	12
3.2. Situation actuelle de l'Assainissement Collectif.....	13
4. Diagnostic de l'Assainissement Autonome.....	16
4.1. Normes et réglementations	16
4.2. Etat des lieux des dispositifs	19
5. Zonage d'assainissement des eaux usées.....	20

Liste des Figures

Figure 1 : Secteur Val Roman	20
Figure 2 : Secteur Tourterelles	21
Figure 3 : Secteur en Bryet.....	21
Figure 4 : Localisation de la nouvelle zone Aur, surlignée en jaune (30 logements prévus)	22

Liste des tableaux

Tableau 1 : Capacité de la station et volume/charge mesurée en entrée de station (audit Naldeo 2022 STEP de Servas).....	23
--	----

Table des annexes

Annexe I :	Carte de zonage d'assainissement
------------	----------------------------------

1. Préambule

La Communauté d'agglomération du Grand bassin de Bourg-en-Bresse a confié en 2020, à la société IRH Ingénieur Conseil, la réalisation du Schéma directeur assainissement, de la commune de Servas.

1.1. Objet du dossier de mise à enquête publique

Dans un souci du respect de l'environnement et de la réglementation, la commune de Servas a lancé en 2017 une réflexion globale sur les possibilités d'assainissement sur son territoire. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 qui confie aux communes (article 35-III) le soin de délimiter, après enquête publique :

- Les **zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation des eaux usées collectées,
- Les **zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien,

Il est important de rappeler que :

- **la carte de zonage n'est pas un document « figé »** et pourra être modifiée au cours du temps si la commune le souhaite (nouvelle enquête publique),
- **ce zonage n'est pas un document d'urbanisme**. Le zonage collectif ne rend pas les terrains constructibles : la constructibilité dépend de plusieurs paramètres tels que le paysage, l'environnement, l'agriculture, la continuité de l'urbanisation et la volonté politique de développement local.

Les zones d'assainissement collectif et non collectif mises à l'enquête publique et proposées sur le territoire de la commune de Servas ont été définies sur la base de la révision du Plan Local d'Urbanisme de 2017.

Avec la compétence du maître d'ouvrage, du comité de pilotage de la commune et dans le cadre de la mise à jour du schéma directeur d'assainissement de Servas, nous présentons dans ce dossier la mise en conformité du zonage d'assainissement comme pièce annexe au nouveau PLU (révision de 2017).

Ce dossier d'enquête est constitué :

- de la présente notice justifiant le zonage d'assainissement des eaux usées ;
- de la carte de zonage d'assainissement des eaux usées.

Il a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision finale.

1.2. Cadre réglementaire et juridique

1.2.1. Introduction

La mise en place d'un zonage d'assainissement se réfère à une réglementation très dense. Dans le cadre de la lutte contre la pollution, trois textes fondamentaux peuvent s'appliquer au cas de la commune de Servas :

- **La loi n°64-1245 du 16 décembre 1964** dont les décrets d'application ont été pris et dont certains articles sont en vigueur, notamment ceux relatifs aux Agences de l'Eau,
- **La loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau** qui abroge de nombreux textes. Ces abrogations sont souvent subordonnées à la publication de décrets,
- **La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006** sur l'eau et milieux aquatiques.

De nombreux textes doivent être également consultés qui relèvent tout aussi bien de la police et de la gestion des eaux que de la réglementation générale de la construction (permis de construire) ou de la santé publique (salubrité publique). On doit aussi y ajouter le droit communautaire et les conventions internationales.

Cette multiplicité des textes entraîne une diversité d'organismes intéressés et de services de contrôle. A ce titre, les préfets et les maires, détenteurs de pouvoirs généraux de police, jouent un rôle pratique déterminant.

Enfin, au-delà de ces mesures et des sanctions pénales qui peuvent frapper, les « pollueurs » de l'eau engagent leur responsabilité civile et peuvent être condamnés notamment à des dommages et intérêts envers les personnes lésées par la pollution.

1.2.2. Cadre réglementaire

Les principaux textes généraux applicables dans le domaine de l'assainissement sont les suivants :

- Directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux usées résiduelles urbaines ;
- Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 (complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et milieux aquatiques) donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif :
- L'article 35-I de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-1 du code des communes repris par l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales et précises : *« Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. »*

- L'article 35-III de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-3 du code des communes, repris par l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales ;
- L'article 36 de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.1331 du code de la santé publique et dispose désormais :
« Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique pas aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés. »
- Code des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 qui reprennent les articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes modifiés par l'article 35-III de la Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et le décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;
- Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1331-1 et suivants ;
- Code de l'urbanisme, notamment son article R.123-11 régissant l'enquête publique du zonage d'assainissement ;
- Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.111-4 et R.111 3 ;

Concernant spécifiquement l'assainissement collectif :

- Décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement constitue le décret d'application prévu à l'article 35-I de la Loi sur l'Eau stipule :
« Art.2 : Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif. »
- Circulaire n°94-96 du 13 septembre 1994 relative à l'assainissement des eaux usées urbaines.
- L'arrêté du 21 juillet 2015, qui remplace l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Circulaire du 12 mai 1995 relative à l'assainissement des eaux usées urbaines.
- Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées,

- Circulaire n°97-31 du 17 février 1997 relative à l'assainissement collectif des communes, ouvrages de capacité inférieure à 120 kg DBO5/j (2 000 EH)

Concernant spécifiquement l'assainissement autonome :

- Deux arrêtés du 6 mai 1996 complétés par l'arrêté du 24 décembre 2003 **relatifs** aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et aux modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif définissent de manière complète et cohérente :
 - Les obligations des particuliers au regard des articles 35 et suivant de la Loi sur l'Eau, des articles L.1331-1 et suivants du code de la santé publique et de l'article R.111-3 du code de la construction et de l'habitation ;
 - Les obligations des communes pour la mise en œuvre du contrôle technique de ces installations.
- Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 explicitant les conditions de mise œuvre des dispositions des arrêtés du 6 Mai 1996 précité.
- Norme AFNOR XP P 16-603 référence DTU 64.1 de mars 2007 (non réglementaire) explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome.
- Depuis, les arrêtés du 7 septembre 2009 ont abrogé ceux du 6 mai 1996. L'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux "modalités d'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif" ayant lui-même été abrogé par l'arrêté du 27 avril 2012. Ce dernier précise la conformité des installations en fonction des situations rencontrée ainsi que les délais de réhabilitation des installations.

La loi n° 2010 – 788 du 12 juillet 2010 modifie l'arrêté L1331-11-1 du code de santé publique en imposant, lors de la vente d'un bien immobilier non raccordé au réseau d'assainissement collectif, la réalisation d'un contrôle de bon fonctionnement de l'assainissement non collectif. Ce diagnostic doit être transmis par le propriétaire à l'acquéreur et doit avoir moins de 3 ans (durée de validité du contrôle). Si la durée de validité est dépassée, un nouveau diagnostic d'assainissement non collectif doit être sollicité auprès du SPANC. En cas de non-conformité de l'installation, le nouveau propriétaire dispose d'un délai d'un an pour mettre en conformité son dispositif.

2. Données générales

2.1. Contexte physique

2.1.1. Situation géographique

La commune de Servas est localisée à environ 10 km au sud de Bourg-en-Bresse, dans le département de l'Ain (01). Elle s'étend sur environ 13.05 km² et se situe à une altitude comprise entre 234 m et 279 m d'altitude. La commune compte 1 264 habitants (données INSEE 2018).

Le réseau hydrographique de la commune de Servas est constitué de six cours d'eau, présent en différentes zones de la commune :

- Le Bief de la Thuaille et le Bief du Paquets, sont des affluents directs du Vieux Jonc. Les confluences entre le Vieux Jonc et les autres ruisseaux de la commune se font toutes en dehors des limites communales.
- Le bief des Tiards et le Bief des Gauthiers rejoignent le Cône qui lui-même se jette dans le Vieux Jonc.
- La Veyle est un affluent direct de la Saône.

Ces six cours d'eau sont les principaux milieux récepteurs de la zone d'étude.

La commune de Servas possède une station de surveillance de la qualité de la rivière de la Veyle à Biziat qui a pour exutoire la Saône.

2.2. Contexte humain

2.2.1. Evolution de la population

Les données de population de la commune de Servas sont issues des recensements de l'INSEE de 1968 à 2018. Le tableau ci-dessous recense la population et son évolution :

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2018
Population	439	539	818	879	914	1 135	1 199	1 264
Evolution	/	+ 18 %	+ 34 %	+ 7 %	+ 4 %	+ 19 %	+ 5 %	+ 5 %

La population de Servas augmente d'année en année mais de façon moins importante sur les dernières années. Elle a augmenté de 65 % en 50 ans sur la période de 1968 à 2018 soit 1.3 % par an.

2.2.2. Prévisions d'urbanisation

Le tableau ci-dessous présente la structure de l'habitat sur la commune de Servas : (données issues de l'INSEE - 2015)

	Nb de logements	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants
Servas	545	473	6	66

D'après les données du recensement de 2015 pour l'habitat, parmi les 545 logements présents sur la commune de Servas, on compte 6 résidences secondaires et 66 logements vacants. On en déduit un nombre moyen d'occupants par logement principal qui est de 2,62.

Au vu des différents aménagements prévus sur la commune, l'objectif est de poursuivre un taux de croissance annuel autour des 2%.

En retenant un taux de croissance annuel de 2%, la population de Servas est estimée, à l'horizon du PLU, en 2022 à 1549 habitants (population des ménages : 1504 habitants), et en 2028, à l'horizon du SCOT, à 1745 habitants.

Ce choix amènerait donc 375 habitants (en population des ménages) supplémentaires en 2022, à l'échéance du PLU.

En comptant environ 2.62 personnes par logement, il est envisagé la création d'environ 172 logements, d'ici 2022, soit environ 12 logements par an sur la période 2008/2022.

La commune est concernée par 4 orientations d'aménagement et de programmation (OAP), elles sont présentées ci-dessous :

Les constructions devront avoir une densité minimale de :

- 21 logements par hectare, sur l'emprise du projet Val Roman ;

- 20 logements/ha, si toute la zone 1AU est dédiée à de l'habitat, et 19 logements/ha, si le secteur Sud-Ouest accueille une surface commerciale, ou un équipement public ou d'intérêt général.

Le projet est donc compatible avec le minimum requis par le Scot sur la période 2015-2035 (densité moyenne minimale de 20 logements/ha).

- Zone à urbaniser : Zones 1AU avec la construction d'environ 115 ou 105 logements et une activité commerciale, ou un équipement public ou d'intérêt général.
- Zone à urbaniser : secteur « Nord-Ouest » avec la construction de 42 logements sociaux (collectif)
- Zone à urbaniser : secteur « centre de la zone et au Nord-Est » composé d'environ 45 maisons accolées (individuel)
- Zone à urbaniser : secteur « Sud, au Nord-Ouest et à l'Est » composé d'environ 15 maisons individuelles

Le dernier recensement fait état de 1 264 habitants en 2018.

3. Diagnostic de l'Assainissement Collectif existant

3.1. Normes et réglementations

Loi sur l'Eau du 03/01/92, arrêté du 21 juin 1996 et circulaire du 17 février 1997.

Loi sur l'eau du 30/12/06, arrêté du 22 juin 2007 remplacé par l'arrêté du 21 juillet 2015.

L'arrêté du 22 juin 2007 et la circulaire du 17 février 1997, fixent les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées des petites collectivités (production journalière inférieure à 120 kg de DBO₅, soit près de 2 000 Equivalent-Habitants).

Concernant les branchements :

L'article 36 de la Loi sur l'Eau a renforcé les moyens d'intervention des communes à l'égard des usagers. Elles peuvent percevoir une somme équivalente à la **redevance assainissement** sur les particuliers raccordables et non raccordés, entre la mise en service de l'égout et leur raccordement effectif (L.35.5 du code de la santé publique). Les agents communaux d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour s'assurer de la réalisation des **branchements obligatoire dans un délai de deux ans**, et le cas échéant pour les réaliser d'office et aux frais des particuliers (L.35.1 du code de la santé publique).

Concernant la collecte :

Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites d'effluents et les apports d'eaux claires parasites. Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés en tête de station d'épuration ne doivent pas déverser par temps sec.

Par temps de pluie, des mesures doivent être prises pour limiter les rejets de pollution au milieu naturel. Celles-ci seront adaptées à la qualité requise par les usagers des eaux réceptrices.

Concernant le traitement :

Les ouvrages de traitement relevant de l'assainissement inférieur à 120 kg de DBO₅ par jour doivent assurer « un traitement approprié permettant de respecter les objectifs de qualité du milieu récepteur ». Les objectifs de rejets sont estimés en fonction des concentrations en polluants acceptables par le cours d'eau à l'amont et à l'aval du rejet. Le niveau de traitement peut être ensuite défini selon de simples règles de dilution. Seuls les ouvrages de capacité inférieure à 12 kg/j de DBO₅ ne sont pas soumis à déclaration.

3.2. Situation actuelle de l'Assainissement Collectif

Réseaux :

Les réseaux d'assainissement de la commune de Servas se composent des éléments suivants :

Commune	Séparatif – Eaux Usées	Unitaire	Refoulement	TOTAL en (ml) (+ réseau EP)
Servas	4 975 ml	1 880	170	7 025

Poste de refoulement :

La commune de Servas possède 2 postes de refoulement sur le réseau communal qui ont pour localisation « Rue des érables » équipé d'un système de trop plein et « Le village » sans trop plein.

Abonnés :

La répartition des abonnés raccordés ou non raccordés au réseau d'assainissement collectif est présentée dans le tableau suivant :

Nb d'abonnés (2020)	
Abonnés eau potable	1375
Raccordés au réseau d'assainissement collectif	934
Non raccordés ET raccordables*	388

**Le rôle de l'eau n'indiquait pas les tous les abonnés ANC, seulement les raccordables.*

Traitement des effluents :

La station d'épuration est située sur la commune de Servas a été mise en service 1972. Sa capacité nominale est de 23 333 EH.

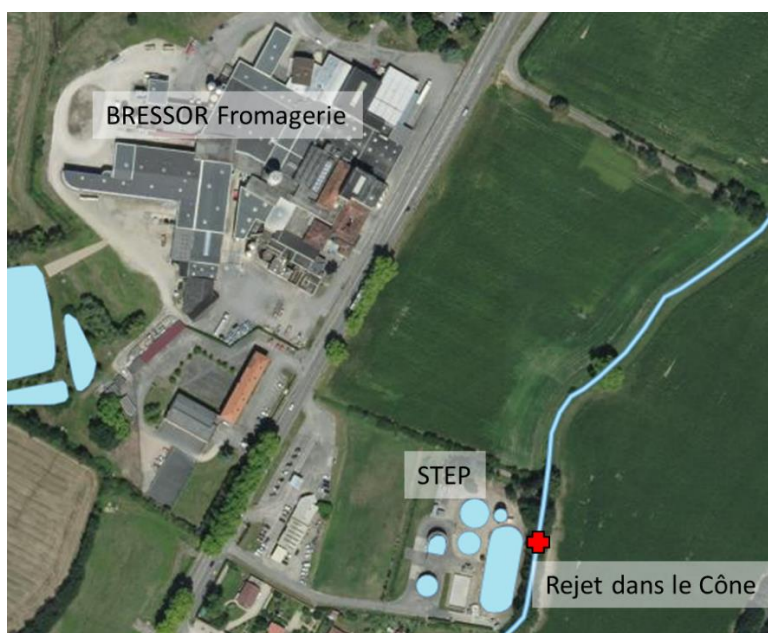
Le maître d'ouvrage de cette station est la commune de Servas dont la gestion a été confiée à la société BRESSOR.

La station d'épuration est de type boue activée aération prolongée très faible charge. Les capacités nominales sont les suivantes :

	Valeur de temps sec
DBO5	1400 Kg DBO ₅ /j
DCO	2 430 Kg DCO/j
MES	-
NTK	-
Débit	1 180 m ³ /j

La capacité mentionnée au tableau ci-dessus ne tient pas compte de l'évolution de la station depuis sa création.

Un bassin tampon de 600 m³ a été ajouté pour absorber le volume de pointe entrant estimé à 1 636 m³/j.



Le rejet de la station d'épuration se fait dans le Cône.

Les normes de rejet imposées à ce jour sur la station doivent respecter le tableau suivant en concentration ou en rendement :

Paramètres	Concentrations (mg/l)	Rendements (%)	Valeurs rédhibitoires (mg/l)
DBO5	25	80	50
DCO	125	75	250
MES	35	90	85
NGL	15	70	--
Pt	2	80	--

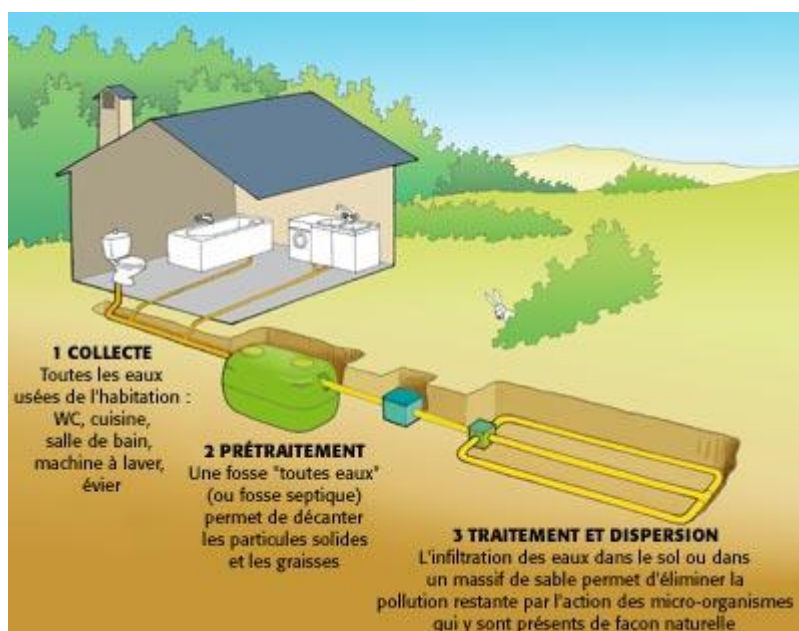
La station a subi des modifications récentes pour améliorer son efficacité de traitement et s'adapter aux volumes des effluents. Chaque élément qui la compose sont détaillés un à un avec une description et un dimensionnement dans le rapport de la phase 1 STEP.

4. Diagnostic de l'Assainissement Autonome

4.1. Normes et réglementations

Loi sur l'eau du 03/01/92, arrêté du 6 mai 1996 et du 7 septembre 2009, normes AFNOR DTU 64.1 d'août 1998.

Chaque **assainissement autonome** doit comporter une fosse toutes eaux pour le **prétraitement** des eaux usées (eaux vannes et eaux ménagères) suivie d'un dispositif de **traitement** des effluents prétraités par épandage souterrain (direct dans le sol) ou sol reconstitué (tertre filtrant ou filtre à sable drainé) puis d'un dispositif de **dispersion** des effluents épurés.



Pré-traitement :

Actuellement, les normes AFNOR préconisent l'utilisation obligatoire **d'une fosse toutes eaux d'un minimum de 3 000 litres pour les habitations ayant jusqu'à 5 pièces principales**, plus 1 000 litres par pièce supplémentaire.

D'après l'arrêté du 7 septembre 2009, le volume utile des fosses septiques réservées aux seules eaux-vannes doit être au moins égal à la moitié des volumes minimaux retenus pour les fosses toutes eaux, soit 1 500 litres minimum jusqu'à 5 pièces principales, plus 500 litres par pièce supplémentaire. Dans ce cas, la fosse septique existante pourra être conservée si elle est couplée avec un bac dégraisseur correctement dimensionné (200 L pour recevoir les eaux de cuisine ou eaux de salle de bain seules, 500 L pour recevoir toutes les eaux ménagères. Source : DTU 64-1 d'août 1998).

Traitement des eaux usées :

Le type d'épandage à mettre en place dépend des contraintes du sol en place : perméabilité, présence de roches et/ou eaux souterraines à faible profondeur et pente. Une étude à la parcelle est donc nécessaire.

Les normes AFNOR indiquent la mise en place d'un épandage :

- **sur sol en place** (lit d'épandage à faible profondeur environ 0,7m) sur une longueur de drain de 45 mètres linéaires minimum pour une habitation comportant 3 chambres (soit 5 pièces principales) sous réserve de conditions pédologiques favorables (à voir suivant le tableau indiqué dans le DTU),
- **sur massif reconstitué** (tertre filtrant, filtre à sable...), sur une surface de 25 m² pour une habitation de 5 pièces principales avec des rejets superficiels ou dans le sol en place dans le cas de conditions pédologiques moins favorables,
- à une distance minimale de 35 m par rapport à un puits ou tout captage d'eau potable,
- à une distance d'environ 5 m par rapport à l'habitation,
- à une distance de 3 m par rapport à toute clôture de voisinage et de tout arbre.

Depuis les arrêtés du 07 septembre 2009, les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement ; on distingue :

- les filtres compacts,
- les filtres plantés,
- les microstations à cultures libres,
- les microstations à cultures fixées,
- les microstations SBR.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'écologie et du ministre chargé de la santé. La liste des systèmes agréés est disponible par internet à l'adresse suivante : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>

Dispersion des eaux usées traitées :

- Les eaux usées traitées sont évacuées, selon les règles de l'art, par le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement, au niveau de la parcelle de l'immeuble, afin d'assurer la permanence de l'infiltration, si sa perméabilité est comprise entre 10 et 500 mm/h ;
- Les eaux usées traitées, pour les mêmes conditions de perméabilité, peuvent être réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle, à l'exception de l'irrigation de

végétaux utilisés pour la consommation humaine, et sous réserve d'une absence de stagnation en surface ou de ruissellement des eaux usées traitées.

- Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas les critères définis ci-dessus, les eaux usées traitées sont drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable. Cependant, ces rejets en milieu hydraulique superficiel ne sont autorisés qu'à titre exceptionnel (ils peuvent donc être refusés dans le cas d'une demande de permis de construire).
- Les rejets d'eaux usées domestiques, même traitées, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde. En cas d'impossibilité de rejet soit par infiltration superficielle ou de rejet vers le milieu hydraulique superficiel suivant les modalités prévues par la réglementation en vigueur et mentionnées précédemment, les eaux usées traitées peuvent être évacuées par puits d'infiltration dans une couche sous-jacente, de perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h, dont les caractéristiques techniques et conditions de mise en œuvre sont précisées en annexe 1 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié.

En ce qui concerne l'**entretien** des systèmes d'assainissement autonome, la norme DTU 64.1 préconise :

- une vidange des bacs dégraisseurs au moins tous les 4 mois,
- une vidange des fosses au moins tous les 4 ans,
- une vérification régulière du fonctionnement du système.

Il est important de rappeler que le contrôle des installations d'assainissement autonome par la collectivité est une obligation.

En l'absence d'installation ou en cas de non-conformité, les travaux de mise en conformité et/ou d'entretien des systèmes d'assainissement autonome sont à la charge des particuliers. Néanmoins, la commune de Servas et le prestataire d'Assistance Technique à l'Assainissement (Communauté d'Agglomération du Grand Bassin de Bourg en Bresse) en charge du SPANC peuvent, s'ils le souhaitent, assurer également les prestations facultatives suivantes :

- l'entretien des installations,
- travaux de réalisation et de réhabilitation des installations,
- traitement des matières de vidange.

Le fonctionnement optimal des assainissements autonomes sur l'ensemble de la commune et la diminution des nuisances actuelles ne sera donc possible que si :

- l'on **respecte le potentiel d'épuration de chaque sol**, en utilisant les cartes d'aptitude des sols à l'assainissement autonome,
- la création ou réhabilitation des assainissements autonomes est confiée à des **entreprises expertes**,
- le **contrôle et l'entretien** des installations sont effectués **régulièrement**.

4.2. Etat des lieux des dispositifs

La compétence SPANC sur la commune de Servas est transférée à la communauté d'Agglomération du Grand Bassin de Bourg en Bresse. Les données du SPANC concernant les diagnostics des installations ont été récupérées et analysées. Une synthèse des diagnostics est présentée dans le tableau ci-dessous :

	Nombre d'installations ANC concernées	Pourcentage
Avis conforme	33	30%
Avis non conforme	26	24%
Non conforme avec risques	49	44%
Non conforme RACCORDABLE NON RACCORDE	2	2%
Total ANC	110	100%

Sur la commune de Servas, 110 installations d'ANC sont recensées, avec :

- 33 avis conformes ;
- 77 avis non conformes ;

En conclusion, 70% des installations ANC présentes sur la commune de Servas sont non conformes. Il faudra donc prévoir une réhabilitation de ces installations ou raccorder directement les habitations au réseau existant de la commune.

5. Zonage d'assainissement des eaux usées

Cf. Annexe 1 : Carte de zonage d'assainissement

La carte de zonage d'assainissement délimite :

- Les zones d'assainissement collectif où la commune est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où la commune est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien.

Afin d'être cohérent avec le PLU de la commune, révisé en 2022, le zonage d'assainissement reprend les nouvelles zones agglomérées urbanisables, soit :

- Secteur Val Roman, 30 logements :

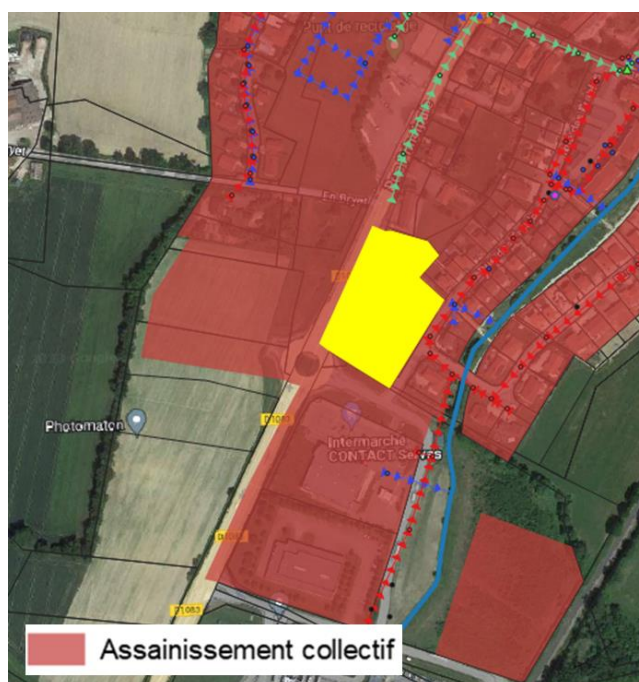


Figure 1 : Secteur Val Roman

- Secteur Tourterelles, 16 logements :

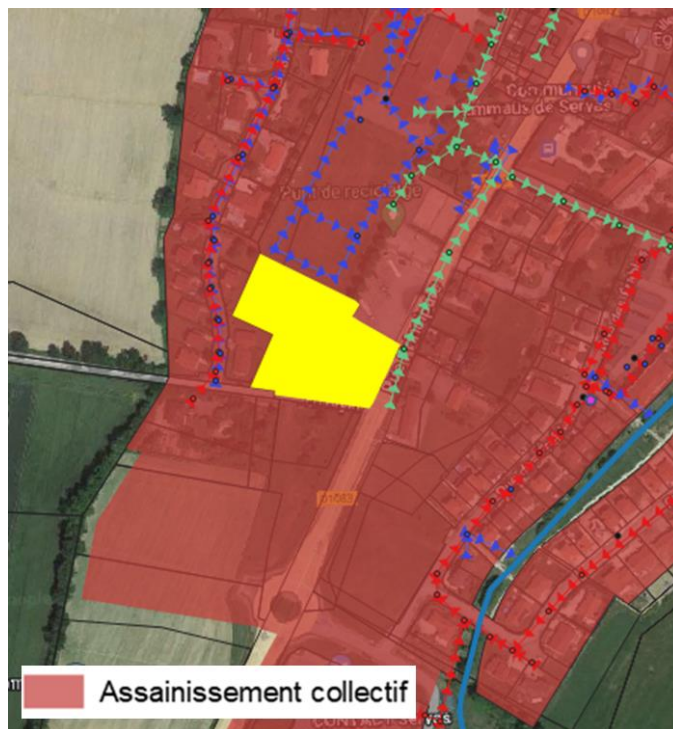


Figure 2 : Secteur Tourterelles

- Secteur Bryet : 30 logements,



Figure 3 : Secteur en Bryet

- Nouvelle zone 2 AUr, 30 logements :

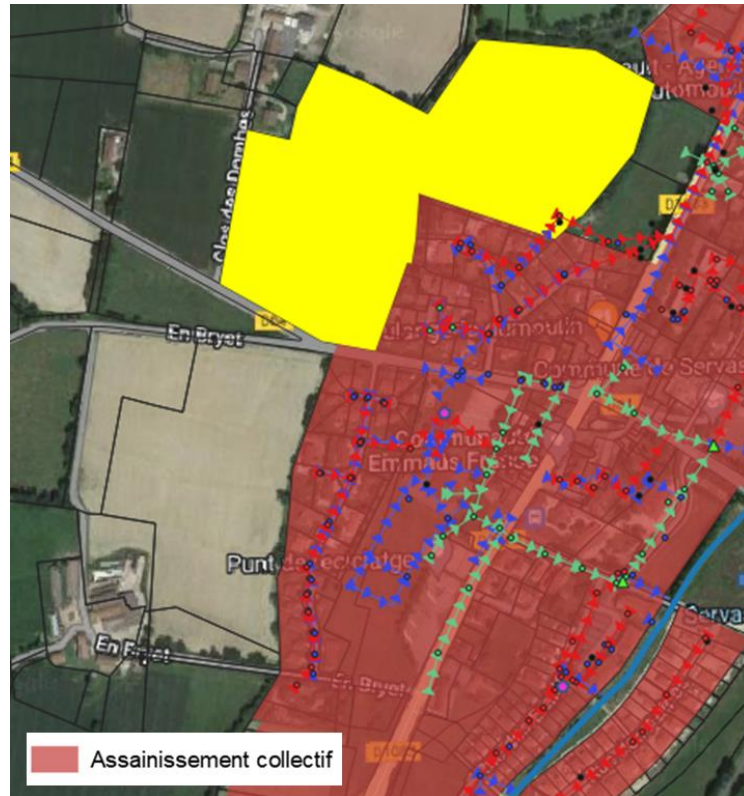


Figure 4 : Localisation de la nouvelle zone Aur, surlignée en jaune (30 logements prévus)

Au total, ceux sont 180 logements soit 472 habitants (taille des logements : ratio de 2.62 habitants /logement du rapport de phase 1 utilisé) qui vont être ajoutés.

D'après l'audit de la station d'épuration de Naldeo réalisé en juin 2022 :

Tableau 1 : Capacité de la station et volume/charge mesurée en entrée de station (audit Naldeo 2022 STEP de Servas)

Volume et charge, capacité de la STEP :

	Volume en m³/j	Charge en EH/j	Charge DBO ₅ en kg/j	Charge DCO en kg/j	Charge MES en kg/j	Charge NTK/NGL en kg/j	Charge Pt en kg/j
Arrêté préfectoral 17/02/2022	1 636	23 000					
Convention commune mai 2006	250	1 000	60	120	90	15	4
Convention La Bresse Février 2015							
jour de pointe	250	4 667	280	500	100	50	7
jour moyen	150	2 833	170	300	100	30	4
Capacité restante Bressor par différence	1 136	17 333	1 040	2 080	1 560	260	69
Capacité théorique	1 636	23 000	1 380	2 700	1 750	325	80

Volume et charge arrivant à la STEP (mesurés) :

Origine	Volume en m³/j	% apports en volume	Concentration en DCO en mg/l	Charge DCO en kg/j	% apports en DCO	Concentration en MES en mg/l	Charge MES en kg/j	% apports en MES
Bressor (entrée STEP)	991	74%	1 968	1 950	78%	450	446	76%
Commune + La Bresse (entrée STEP)	352		1 561	549		403	142	
dont La Bresse (sortie usine)	99	7%	3 663	364	15%	877	87	15%
dont Servas (par différence)	255	19%	725	185	7%	214	55	9%
Total	1 346			2 499			588	

Origine	Volume en m³/j	% apports en volume	Concentration en NTK en mg/l	Charge NTK en kg/j	% apports en NTK	Concentration en Pt en mg/l	Charge Pt en kg/j	% apports en Pt
Bressor (entrée STEP)	991	74%	133	131	77%	25	25	78%
Commune + La Bresse (entrée STEP)	352		113	40		20	7	
dont La Bresse (sortie usine)	99	7%	265	26	15%	44	4	14%
dont Servas (par différence)	255	19%	53	13	8%	14	3	8%
Total	1 346			171			32	

- Le volume résiduel serait de **290 m³/j**,
- La charge résiduelle serait de :
 - 2700 kg/j de DCO – 2500 kg/j de DCO = 200 kg/j de DCO ,
 - En considérant le ratio suivant pour la DCO de 0.120 kg/j/EH :

$$\frac{200 \text{ kg/j de DCO}}{0.120 \text{ kg/j/EH}} = 1666 \text{ EH}$$



ANNEXES

Annexe I : Carte de zonage d'assainissement

Annexe I : Carte de zonage d'assainissement

Observations sur l'utilisation du rapport

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable. Les incertitudes ou les réserves qui seraient mentionnées dans la prise en compte des résultats et dans les conclusions font partie intégrante du rapport.

En conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou d'une reproduction partielle de ce rapport et de ses annexes ainsi que toute interprétation au-delà des énonciations d'IRH Ingénieur Conseil ne sauraient engager la responsabilité de celui-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.

Les résultats des prestations et des investigations s'appuient sur un échantillonnage ; ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des aléas liés à l'hétérogénéité des milieux naturels ou artificiels étudiés. Par ailleurs, la prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par IRH Ingénieur Conseil ; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.

IRH Ingénieur Conseil s'est engagé à apporter tout le soin et la diligence nécessaire à l'exécution des prestations et s'est conformé aux usages de la profession. IRH Ingénieur Conseil conseille son Client avec pour objectif de l'éclairer au mieux. Cependant, le choix de la décision relève de la seule compétence de son Client.

Le Client autorise IRH Ingénieur Conseil à le nommer pour une référence scientifique ou commerciale. A défaut, IRH Ingénieur Conseil s'entendra avec le Client pour définir les modalités de l'usage commercial ou scientifique de la référence.

Ce rapport devient la propriété du Client après paiement intégral de la mission, son utilisation étant interdite jusqu'à ce paiement. A partir de ce moment, le Client devient libre d'utiliser le rapport et de le diffuser, sous réserve de respecter les limites d'utilisation décrites ci-dessus.

Pour rappel, les conditions générales de vente ainsi que les informations de présentation d'IRH Ingénieur Conseil sont consultables sur : <https://www.anteagroup.fr/fr/annexes>



Références